

Par conséquent, et bien que le principe sur lequel repose le présent ouvrage soit plus largement accepté qu'il ne l'était, nous pensons que le besoin de clarifier les faits et les choix est au moins aussi grand.

Nos dirigeants ont commencé à changer d'attitude parce qu'à la fin des années 1980, un consensus s'est dessiné entre les scientifiques, les prévisionnistes et l'ensemble de la population quant à la gravité de la menace grandissante qui pèse sur l'environnement. Depuis que le Club de Rome a publié sa fameuse étude intitulée *Quelles limites ?* dans les années 1960, beaucoup d'analystes se sont mis au travail et, aujourd'hui, tous les principaux prévisionnistes et futurologues¹ sont d'accord sur une demi-douzaine de points, à savoir :

1. La population et les biens matériels ne peuvent continuer de croître à l'infini sur une planète limitée.
2. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'informations complètes et fiables sur la capacité de la planète d'absorber tous les déchets résultant des exigences humaines.
3. À moins de changer, les politiques actuelles contribueront à creuser le fossé entre riches et pauvres, entre nations et entre individus. Même une aide étrangère considérablement accrue ne peut réparer ces injustices d'envergure planétaire.
4. La technologie, si elle peut aider, n'apporte pas la réponse à elle seule.
5. L'interdépendance entre les peuples et les pays est bien plus grande qu'on ne le pense généralement. Autrement dit, des actions engagées dans une partie du monde risquent souvent de s'avérer lourdes de conséquences ailleurs.
6. C'est pourquoi il vaut mieux modifier les politiques le plus tôt possible.

D'APRÈS CETTE LISTE, NOUS DEVRONS APPORTER DE profonds changements dans l'ordre actuel des choses, si nous voulons survivre. Cela ne signifie pas que les gouvernements les feront effectivement, puisque jusqu'à présent, les personnes qui se sont préoccupées de telles questions n'ont exercé aucune influence réelle sur la plupart des gouvernements. Si le Canada est typique, il s'agit surtout de fonctionnaires et de chercheurs enthousiastes qui travaillent d'arrache-pied à leurs études dans des bureaux isolés, se réunissent en colloques pour discuter de leurs idées et produisent une nuée de documents clairvoyants qui pénètrent rarement la carapace dont se bardent les ministres.

Ces grandes idées qui font l'unanimité des futurologues ne sont guère rassurantes quand on les applique aux principaux problèmes du monde contemporain. Elles évoquent un avenir rempli de dangers et de pénuries, et une qualité de vie allant de mal en pis. Ainsi, voici cinq thèmes dont un futurologue dit qu'ils définiront le monde en 1994, soit d'ici cinq ans à peine :² la capacité de mener une guerre nucléaire, de graves pénuries alimentaires, la détérioration de la biosphère, la répartition déséquilibrée des richesses, des pénuries matérielles et énergétiques.

L'implicite dans ces thèmes, c'est que le développement économique et l'environnement sont les deux revers d'une même médaille, qu'ils sont tous deux d'une importance cruciale pour notre avenir, et que nous devons trouver un moyen de rendre tout développement futur viable tant du point de vue environnemental que de celui des ressources.

Ce concept de développement durable est apparu sur le marché mondial des idées en 1981 avec la publication d'un rapport novateur sous le titre quelque peu bureaucratique de Stratégie mondiale de la conservation (SMC). Ce document, élaboré par le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE), l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources et le *World Wildlife Fund*, tentait de répondre aux objections que la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain (1972) avait suscitées de la part des habitants de pays du tiers-monde, en sonnait l'alarme à propos de l'état de la planète.

À l'époque, on pensait surtout que le développement économique était en train de détruire une bonne partie du monde naturel, ce qui sous-entendait nettement que le développement était nuisible. Assez naturellement, les populations des pays qui désespéraient de se développer ont rejeté la thèse tout entière et y ont même vu une sorte de complot des Blancs pour empêcher les peuples indigents de la Terre de se faire une place au soleil.

La SMC fut la première étude à s'attaquer à ce problème. On y déclarait que la capacité de la planète de nourrir sa population est réduite à cause d'une mauvaise gestion des terres, d'une dilapidation des ressources, et de la pauvreté qui, dans beaucoup d'endroits, contraint les populations à détruire les ressources dont elles ont besoin si elles veulent survivre. Pour les auteurs de la Stratégie, d'accord avec les environnementalistes, il est essentiel de maintenir les cycles écologiques et les milieux vivants de la Terre ainsi que de préserver sa diversité génétique.

Mais ils allaient encore plus loin : ils reconnaissaient que les activités humaines continueraient de dépendre de l'utilisation d'autres espèces et d'écosystèmes tout entiers. Ils ajoutaient, toutefois, qu'il allait falloir exploiter la nature d'une façon durable à très long terme.



LE PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR l'environnement (PNUE) a donc pris le développement durable pour devise, ce que beaucoup ont accepté depuis lors, en théorie du moins. En affirmant que développement et environnement sont tous deux essentiels à la perpétuation de la vie humaine sur terre, le document a exorcisé l'analyse environnementale de la situation humaine dans les pays en développement.

Mis au défi, nombre de gouvernements se sont officiellement engagés à repenser leur politique dans le sens de la durabilité et ils ont promis de définir et d'appliquer des stratégies nationales de préservation qui guideraient l'ensemble de leur développement futur.

Malheureusement, ces promesses n'ont pas donné grand-chose de concret. Un après l'autre, les ministres des Finances des divers pays et leurs conseillers économiques ont oublié l'environnement. Ils ont fait fi des avertissements formulés par les conseillers scientifiques et les penseurs

veillant sur la planète. Les ministres de l'Environnement, relégués au second plan, ont eu peu de poids dans les conseils d'État.³

Pourtant, tous les pronostics ne sont pas mauvais. Si les dirigeants se sont mis à parler d'environnement dans leurs discours, c'est pour une bonne raison : le changement d'attitude chez les populations du monde occidental a été spectaculaire. De nombreux sondages d'opinion donnent à penser que, dans différents pays, l'électorat considère que les vrais dangers menaçant la sécurité ne sont plus les mêmes qu'avant. À en juger par ces sondages, les Canadiens et Canadiennes semblent prêts à agir pour écarter les menaces à long terme qui se dessinent aujourd'hui (même s'ils ne sont peut-être pas encore disposés à payer plus d'impôts afin de financer des actions en ce sens).

Aux jours de la Guerre froide, l'Union soviétique faisait figure d'ennemi et de problème mondial prépondérant, au Canada comme ailleurs en Occident. Cette perception s'est grandement estompée, à telle enseigne que, d'après un sondage réalisé en 1987 par l'Institut Nord-Sud d'Ottawa, une agression soviétique était pratiquement la dernière éventualité qui venait à l'esprit des Canadiens et Canadiennes quand ils réfléchissaient à l'avenir du monde.

CERTES, LA POPULATION CANADIENNE S'INQUIÈTE POUR LA PLANÈTE, MAIS POUR d'autres raisons à présent, telles que (par ordre de priorité, toujours selon ce sondage) :

- la pollution et l'environnement
- les principales maladies sévissant dans le monde
- la pauvreté et la faim
- le risque d'une guerre nucléaire
- l'apartheid et les droits de la personne
- l'effondrement économique mondial.

Dans l'esprit des Canadiens et Canadiennes, tous ces problèmes, de même que les caprices de la politique étrangère américaine, la croissance